

CAPBRETON (40). Huit ans après sa création, le récif artificiel reste le seul du littoral atlantique. Un trésor pour pêcheurs et scientifiques, lourd à gérer pour la seule association Aquitaine Landes Récifs

Une pouponnière d'exception

de Sophie Cicurel

Ils pourraient figurer parmi les icônes du paysage landais si leur existence n'était pas si confidentielle. L'histoire des récifs artificiels des Landes est d'abord celle de Gérard Fourneau, un Dacquois au tempérament bien trempé et particulièrement obstiné. Cet ancien militaire a deux passions : la chasse et la pêche ou plutôt le surfcasting, une religion qu'il pratique en bord de mer, à Capbreton de préférence. Ses ennuis commencent au début des années 90, lorsqu'il revient de plus en plus souvent bredouille. « En voyant un reportage, l'idée de créer un récif artificiel a fait son chemin. Les pêcheurs de Capbreton y pensaient aussi, mais personne n'osait se lancer. »

Quatrième récif de France. À près de 53 500 euros le projet, d'autres auraient renoncé à moins, mais Gérard Fourneau fonce. Fin 1996, il crée l'association Aquitaine Landes Récifs (ALR), dénêche un lot de buses en béton, harcèle Région, Département, Europe et communes compétentes. En 1999, les premiers modules sont immergés par 20 mètres de fond, à deux miles des côtes (près de 4 kilomètres) de Capbreton. Deux autres sites suivront : Soustons-Vieux-Boucau, en 2001-2002 et Messanges-Moliets, en 2003. Plus de 2 200 mètres de récifs, répartis sur près de 50 hectares en tout, le quatrième dispositif le plus important en France, le seul, ou presque, du littoral atlantique. « Il existe bien un autre site, à l'île d'Yeu, mais il reste expérimental et sur une zone rocheuse, bien différent de celui des Landes », note Thomas Scourzic, biologiste marin au bu-



Fonds sous-marins landais. Le récif attire-t-il les espèces ou les génère-t-il, c'est la grande question que se posent les scientifiques et qui ne trouvera de réponse qu'en mobilisant tous les acteurs

PHOTO JEAN CASSOU

reau d'études chargé du suivi scientifique du site landais, Oceanide.

Nouvelles espèces. Huit ans après la première immersion, les chiffres parlent. « Les relevés effectués avant la pose du récif faisaient apparaître 74 espèces sur l'ensemble des sites. Aujourd'hui, au plus fort du recrutement, nous avons recensé 124 espèces, dont plus d'une quarantaine à intérêt commercial direct pour les pêcheurs. Nos dernières plongées, cette année, ont même révélé l'apparition de nouvelles espèces comme les rascasses et le chapon, ce qui mon-

tre que le récif évolue en permanence », poursuit Thomas Scourzic.

Un potentiel couvé du regard par les pêcheurs de la région. « Ce récif, c'est l'avenir », estime Patrick Lafargue, président du Syndicat des pêcheurs de Capbreton. « Certaines espèces qui avaient disparu de nos côtes refont leur apparition. On commence ainsi à revoir des rougets, des céphalopodes (poulpes, calmars), des congres et des ta-cauds par exemple. Et c'est aussi valable pour les crustacés. Bref, il n'y a que du positif, trop peut-être puisque nous avons eu des problèmes avec le chalutage illé-

gal au début et qu'il arrivera bien un moment où les modules seront saturés d'espèces. Il faudrait en installer d'autres avant que cela n'arrive... »

Bien seule. Des récifs victimes de leur succès ? « Des projets, nous en avons plein, confie Gérard Fourneau. L'ajout de nouveaux modules, bien sûr, mais aussi le développement de l'aquaculture à travers, notamment, l'immersion de cages à huîtres, moules ou saint-jacques qui permettraient, en plus, de coloniser toute la colonne d'eau à la verticale du récif. »

Le potentiel donnerait pres-

que le vertige si la réalité ne rappelait tout son petit monde à l'ordre. « Depuis huit ans, aucune institution n'a pris le relais de l'association », regrette Gérard Fourneau. « Nous recevons des financements de la Région, du Département, du syndicat intercommunal de Port-d'Albret (à hauteur respectivement de 13 500, 9 000 et 1 500 euros pour 2007, NDLR) et tant mieux, mais notre travail mériterait d'être mieux valorisé. Nous avons des dizaines de films sous-marins qui pourraient servir aux scolaires, et plus de huit ans de données qui ne demandent qu'à être publiées. Il est dommage que les

« On dénombrait avant la pose du récif 74 espèces sur l'ensemble des sites. Aujourd'hui, nous en avons recensé 124 »

institutions ne s'impliquent pas davantage à nos côtés. »

Outil de gestion. « Le cas du récif landais est vraiment à part, résume Thomas Scourzic. Partout ailleurs, ces dossiers sont gérés par les pouvoirs publics, considérant que les récifs sont des outils de gestion des ressources halieutiques. Ici, l'ALR assume seule cette mission, mais pour combien de temps ? »

Loin des pesanteurs politiques et administratives, le développement — au-delà de toute espérance — de la vie du récif, lui, s'imposera bien un jour dans le débat public. De gré ou de force.